Parti Communiste Révolutionnaire de France
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

En finir avec le capitalisme-impérialisme :

il est temps !

Le 21 mai 2026, le 1er ministre Lecornu annonçait à la presse une série de mesures destinées à divers secteurs économiques confrontés à la hausse des prix du carburant, consécutive à la guerre au Moyen-Orient. Il justifiait ces 710 millions d'aides supplémentaires, prévues pour 3 mois, par son unique souci : « *Le pays doit tourner*. », sur fond de prévision catégorique : « *La guerre va durer, sous une forme ou sous une autre*. » Au-delà du caractère trompeur et dérisoire de ces aides, financées par « *un certain nombre d'économies* » (sic), les propos cités sont significatifs de ce qu'est le capitalisme à son stade impérialiste : un régime tourné exclusivement vers les intérêts de ses monopoles et entreprises, et recourant à la guerre durable, sous des formes variées, comme solution à sa crise systémique.

Une crise subie et payée par les masses populaires

La France Lorsque nous parlons de crise systémique, nous ne parlons pas d'un prétendu déclin qui frapperait notre pays, le mettant à la merci d'autres pays plus « puissants » ; nous avons en effet largement démontré, notamment dans notre journal Intervention communiste, comment l'Etat bourgeois français assure des positions dominantes à ses monopoles et à son oligarchie financière, en particulier par le transfert d'argent public, par une politique favorisant l'exploitation des salariés, par le développement de son appareil militaire, et par des contrats juteux obtenus au niveau international. Nous parlons d'une loi économique propre au capitalisme-impérialisme, dont la classe exploiteuse, dans sa recherche permanente du profit maximum, génère les conditions de sa remise en cause puis de son renversement par la classe ouvrière et ses alliés.

Ces conditions sont d'abord directement issues de l'exploitation patronale et de son relai gouvernemental : salaires et conditions de travail font l'objet de luttes nombreuses et parfois victorieuses ; d'autres luttes, comme récemment celles des pêcheurs, agriculteurs ou travailleurs des transports routiers, visent notre gouvernement qui, lui, n'a de cesse de préserver les profits des entreprises au détriment des salariés ; prenons l'exemple de la « prime carburant » de 600 euros, non pas imposée aux entreprises, mais versée au choix (sic) et défiscalisée…

Ces conditions sont parallèlement celles d'attaques récurrentes contre les acquis sociaux (retraite, Sécu…), contre les services publics (pensons aux 3742 fermetures de classes dans les écoles pour la rentrée 2026, soit une hausse de 60 % par rapport au nombre de 2025), et contre les libertés et droits démocratiques, comme l'a montré en avril le projet de loi Yadan, qui assimilait toute critique d'Israël à de l'apologie du terrorisme (projet repoussé provisoirement suite aux 700000 signatures de la pétition).

Ce sont aussi celles de la fuite en avant dans un déploiement militaire et une économie de guerre qui réactivent les sources de la barbarie ayant conduit aux boucheries du 20ème siècle : il s'agit toujours, de la part des Etats bourgeois, de nourrir et d'enrichir les « marchands de canons », comme le montrent par exemple les 800 milliards d'euros du plan « ReArm Europe », pris aux contribuables européens pour soutenir les investissements privés en faveur du complexe militaro-industriel (en France,

pcrf-ic.fr unionjc.fr
Les Amis d'Oulianov - BP 40084
75 862 PARIS CEDEX 18

ce sont 700 milliards cumulés sur les deux dernières lois de programmation militaire) ; il s'agit aussi de normaliser, de banaliser le recours à la guerre et même au génocide (Gaza, Cisjordanie, Iran, Liban, quelle mesure d'opposition aux massacres de masse, de la part du tandem Macron-Lecornu ?), en cherchant à embrigader la jeunesse (notamment celle des milieux populaires, davantage frappée par le décrochage scolaire) dans un vaste plan de recrutement des armées (40000 recrutements prévus en 2026, contre 27500 en 2025, soit une hausse de 31%...).

La crise du système capitaliste se manifeste également à travers toutes les formes de violences et les catastrophes diverses, dont nous montrons régulièrement l'origine sociale et économique, mais qui sont instrumentalisées par les politiques et médias dominants : sur le plan national, la litanie quotidienne des faits divers, des « affaires » sordides et des menaces sanitaires (périscolaire, Bruel, Lyhanna, narcotrafic, hantavirus, records de chaleur, etc.), tandis que les luttes de salariés sont très peu diffusées, a pour effet de brouiller les consciences, en laissant se répandre une certaine désespérance, voire un sentiment d'impuissance qui devient un frein aux mobilisations.

Enfin, cette crise est aussi celle de la faillite politique de la démocratie bourgeoise, comme le montrent, élection après élection, les taux records de l'abstention, et en ce moment, le spectacle affligeant du « bal des prétendants » (pas moins d'une trentaine !) à la Présidentielle, confirmant la dimension autocratique et antidémocratique de ce régime institutionnel.

Lutter, se mobiliser pour refuser de payer leur crise !

Alors que commencent à fleurir les promesses de candidats à la Présidentielle sur de prétendues solutions législatives et gouvernementales à la crise, les communistes, comme les syndicalistes de classe, affirment, preuves historiques à l'appui, que toute conquête sociale ne peut être arrachée que par la force des luttes extra-parlementaires : c'est bien ce qu'a démontré l'expérience du Front populaire, dont nous fêtons le 90ème anniversaire, où les mobilisations massives ont permis un front unique d'abord contre le danger fasciste, puis pour les avancées remarquables dans le monde du travail.

Il est donc dangereusement illusoire de prétendre, comme le fait encore la CGT lors de son 54ème Congrès début juin, que l'Etat (qui, rappelons-le, n'est pas celui du peuple mais celui de la classe dominante, la bourgeoisie) aurait un rôle « protecteur » ou « compensateur » à jouer pour réparer les effets de la crise, notamment en matière de pouvoir d'achat et de sauvegarde des emplois.

Dans cette situation particulièrement difficile pour la classe ouvrière, qui se voit priver, à l'échelle nationale, d'un syndicalisme de classe capable de fédérer et d'organiser efficacement les luttes sur la durée, le rôle des communistes révolutionnaires est primordial : par leur présence active et solidaire, aux portes des entreprises et en leur sein, les communistes se veulent être les meilleurs défenseurs des intérêts de la classe ouvrière, en liant ses revendications aux enjeux politiques pour ouvrir une perspective sociale réalisable par le renversement du capitalisme.

Mais dans le contexte actuel d'affrontement exacerbé entre puissances impérialistes, dont les principales victimes sont les masses populaires, cette perspective doit s'ouvrir et se fortifier au contact des autres peuples, et en particulier de ceux qui résistent aux agressions impérialistes, comme les peuples palestinien, cubain, iranien, libanais, qui doivent recevoir chaque jour l'expression de notre solidarité internationaliste et prolétarienne.

Enfin, il n'y a rien de plus actuel et urgent que la réalisation du fameux slogan marxiste :

« *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* »

Le PCRF

Qui sommes-nous ?
Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.

- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins
le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Email : _____

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.